

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18385 - 71ÈME ANNÉE

Le PCR soutient et sera présent aux défilés de Saint-Denis et Saint-Pierre

Demain : mobilisation contre la Loi Travail



Mobilisation générale demain dans le secteur privé et la fonction publique.

Demain, les syndicats appellent à deux manifestations à Saint-Denis et Saint-Pierre pour protester contre le projet de Loi Travail présenté par le gouvernement. Le Parti communiste réunionnais est solidaire de l'appel, car la réforme du Code du travail proposée ne fera qu'aggraver la situation.

Demain à Saint-Denis et à Saint-Pierre, les syndicats organisent deux défilés pour obtenir le retrait du projet de Loi Travail présenté par le gouvernement. Dès l'avant-projet connu, un vaste front syndical a émergé, alors que les organisations patronales, en particulier le MEDEF, faisaient état de leur satisfaction. Sur le plan politique, une partie de la droite se disait prête à voter tandis que du côté de la majorité parlementaire, des protestations montaient non seulement des bancs des parlementaires communistes, mais également au sein du groupe PS.

Protestations des syndicats

Le texte prévoyait en effet des mesures telles que le plafonnement des indemnités versées suite à un licenciement jugé abusif par un juge, la

facilitation des licenciements économiques, la remise en cause des 35 heures, un assouplissement des règles sur les heures supplémentaires ou des mesures permettant de contourner la représentation syndicale que les travailleurs ont choisi dans leur entreprise. Initialement porté par Myriam El-Khomri, ministre du Travail, le projet de loi devait être présenté lors du Conseil des ministres du 9 avril. Face à la mobilisation en France des syndicats de salariés, d'étudiants et de lycéens, le Premier ministre a pris les choses en main en reculant de 15 jours la discussion du texte en Conseil des ministres. Ce délai supplémentaire visait à diviser le large front des syndicats. La proposition de ne plus plafonner les indemnités versées à la suite d'un jugement constatant un licenciement abusif n'a pas remis en cause d'autres mesures très graves. C'est ce qu'a confirmé le texte adopté le 24 mars par le Conseil des ministres. La pro-

cedure parlementaire est désormais enclenchée. Hier, les députés de la Commission des Affaires sociales ont entendu la ministre du Travail au sujet du texte. La manœuvre du gouvernement lui a permis de diviser l'Intersyndicale.

D'un côté, CFDT, CFTC, UNSA, CGC et FAGE refusent de s'associer à l'amplification du mouvement contre le projet de Loi Travail, car ces syndicats estiment que « le ré-équilibre du texte en faveur des salariés doit se poursuivre ». De l'autre, toutes les centrales qui réclament le retrait du texte. Elles ont choisi d'accentuer la mobilisation en confirmant la tenue d'une grande journée d'action demain 31 mars.

Soutien du PCR aux manifestations

À La Réunion, le Parti communiste réunionnais soutient l'appel à la

grève et aux manifestations demain à Saint-Denis et à Saint-Pierre. Dans un communiqué diffusé le 24 mars, le PCR soulignait que « le texte présenté ce jour comprend toujours des mesures dangereuses pour l'emploi et pour les revenus des travailleurs. En France, les syndicats de salariés et de jeunes sont très in-

quiets et amplifient la mobilisation pour le retrait du projet de Loi Travail. Compte-tenu d'une situation sociale hors norme à La Réunion, l'inquiétude est encore plus grande ici ». Et de rappeler qu'« il est en effet inimaginable d'envisager faciliter les licenciements dans un pays où le taux de chômage est de près de

30 %, trois fois plus qu'en France ». Demain, le PCR sera présent dans les défilés de Saint-Denis et de Saint-Pierre, aux côtés des syndicats.

M.M.

L'Intersyndicale lance un appel à la grève illimitée à partir du 6 avril

BTP : le miracle de la NRL n'a pas eu lieu

Quand en 2010, la Région Réunion a présenté son projet de route en mer dite NRL, elle a promis des milliers d'emplois qui allait relancer le secteur du BTP. 6 ans plus tard, alors que le chantier tourne à plein régime, la réalité est bien loin du miracle annoncé. Le BTP est en crise, le patronat refuse toute augmentation et l'Intersyndicale appelle à la grève. Ceux qui se sont coalisés pour faire battre l'Alliance aux régionales de 2010 portent une lourde responsabilité dans cette situation.

Depuis qu'en 2007, Didier Robert a donné le signal de l'arrêt des grands chantiers, le secteur du BTP est en crise. Dans le sillage de l'arrêt de la Rcade Sud décidé par celui qui était alors député-maire du Tampon, les annulations se sont succédées entre 2008 et 2010. À Saint-Paul, Huguette Bello a remis en cause le projet d'hippodrome. À Saint-Denis, Gilbert Annette a fait arrêter les chantiers du Pôle océan et du Zénith intercommunal. Puis à l'accession de Didier Robert à la présidence de la Région Réunion en 2010, ce fut au tour du chantier du tram-train d'être stoppé, celui de la nouvelle route du littoral reporté, la Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise a été annulée, et aucun lycée construit par la majorité régionale arrivée aux affaires en 2010 n'a été inauguré depuis cette date. Ces décisions ont accéléré la crise dans un secteur du BTP déjà fragilisé par le désengagement de l'État dans la politique du logement. Le changement des règles de la défiscalisation a donné un coup d'arrêt à ce secteur dynamique.

8.000 à 12.000 emplois annoncés

Pour justifier la casse des grands projets, la Région Réunion vendait alors un rêve : le miracle de la NRL et de ses milliers d'emplois. Le 25

octobre 2011, la Région signait avec l'État et Pôle emploi une convention qui devait anticiper les besoins en main d'œuvre de la route en mer. À en croire l'article publié par Zinfos974 ce jour-là, la promesse était la suivante : « les travaux de la route du Littoral doivent commencer en 2013 et le nombre d'emplois créés à cette occasion devrait se situer dans une fourchette comprise entre 8 et 12.000 emplois ».

Les automobilistes peuvent constater aujourd'hui la présence toujours plus importante de semi-remorques chargés de galets dans les embouteillages. C'est la preuve d'un chantier de la NRL qui doit tourner à plein régime selon ses promoteurs. Forcé est de constater qu'au niveau de l'emploi, on est bien loin des promesses.

Tout au plus dénombre-t-on quelques centaines de travailleurs sur le chantier. C'est nettement moins que sur le chantier de la route des Tamarins qui a donné un emploi à des milliers de travailleurs pendant plusieurs années. À cela s'ajoute la précarité. Jacky Balmine, secrétaire général de la CGTR-BTP, qui a déclaré dans le journal de Réunion Première que les embauches pour le chantier de la NRL se font sur des contrats d'intérimaires.

Au lieu des emplois promis, la crise

La promesse des 8.000 à 12.000 emplois signifiait un retour à l'équilibre pour un secteur du BTP sinistré. Mais ce miracle n'a pas eu lieu, à en croire le patronat. Si on enlève le chantier de la NRL qui ne concerne que peu de monde, le chiffre d'affaires du secteur ne cesse de baisser. Les négociations salariales sont en effet dans l'impasse. Les représentants des chefs d'entreprise refusent toujours toute augmentation au bout de plusieurs semaines de négociation. La dernière réunion a eu lieu le 23 mars, et aux 3 % demandés par les syndicats, les patrons opposent 0 %.

En conséquence, l'Intersyndicale a décidé de passer à l'action, car il estime qu'au sein des entreprises des marges de manœuvre existent. Elle appelle donc à une grève générale illimitée sur les chantiers à compter du 6 avril.

6 ans après la casse du tram-train et la remise en cause du Protocole de Matignon, le miracle de la NRL n'a pas eu lieu. Le BTP est dans l'impasse. Gilbert Annette et Huguette Bello partagent la responsabilité de cette crise avec Didier Robert. Les deux premiers ont refusé de soutenir l'Alliance au cours de la campagne des régionales en 2010, ce qui ne pouvait déboucher que sur la victoire de Didier Robert, minoritaire en voix mais majoritaire en sièges grâce au maintien d'une liste de division au second tour.

Édito

Leçon des Caraïbes : la voie de la responsabilisation

Le Président des États-Unis a ponctué son voyage officiel à Cuba par des rencontres et des discours qui seront désormais des références pour l'avenir. Constatant, ses propos étaient mis en parallèle avec ceux du Président cubain. Le débat était franc et aucun domaine n'a été exclu. De nouveaux rendez-vous ont été fixés. Cette visite historique qui intervient après 88 ans d'absence, aggravée par 54 ans de blocus, a-t-il été à la hauteur du passé et de l'avenir ? Quelle leçon pour nous, Réunionnais ?

Obama avait déjà pris des engagements vis-à-vis de Cuba afin de marquer sa différence et lui assurer les votes nécessaires à son élection. Le premier mandat a été ruiné sans initiative concrète. Maintenant, il est à quelques mois du départ définitif de la fonction présidentielle. Certains rêvent à la prochaine occasion où un changement de présidence va remettre en cause les avancées qu'il a ouvertes. Pour d'autres, il ne lui coûtait pas grand-chose d'agir avec plus de détermination et régler la question du blocus. Pour des observateurs aguerris, il n'a pas été la hauteur, car il laisse l'énorme chantier inachevé au bon vouloir de son inconnu de successeur. Pour ceux-là, il dispose suffisamment de temps pour rendre irréversible la tendance positive actuelle.

Pour autant, les Cubains ont été ravis d'entendre que la souveraineté de Cuba ne se discute pas et que les sujets controversés feront l'objet de débats. Par exemple, un bilan sera effectué sur la condition humaine et démocratique en vigueur dans les 2 pays. Les États-Unis acceptent donc de reconnaître qu'il puisse exister des expériences différentes pour assurer le bien-être des

populations sur la planète. C'est une victoire idéologique considérable pour tous les résistants à la pensée dominante. Oui, il y a mieux que l'American Way of Life.

Il est navrant de constater que l'Union européenne ait suivi les fanatiques états-uniens comme un petit toutou, en se lançant également dans l'embargo contre Cuba, en 1996. A la veille de la visite d'Obama, la Commissaire Frederica Mogherini, chef de la diplomatie européenne, s'est sentie obligée de se rendre à la Havane pour sauver les apparences et prendre le train de l'histoire. Espérons que l'Union européenne a retenu la leçon, car la visite de John Kerry à Moscou la semaine dernière devrait prolonger l'image positive que Obama veut laisser dans l'opinion à la fin de son double mandat.

La leçon pour La Reunion, c'est lorsque Obama reconnaît que l'avenir de Cuba se décide à Cuba par les Cubains. C'est une question de respect. L'expression politique des Réunionnais qui ont voté, le 21 octobre 1945, pour mettre fin au statut colonial doit être respectée.

Nos aînés n'ont pas choisi la voie de l'indépendance, ils n'ont pas choisi non plus un pouvoir néocolonial. Après 70 ans de trahison par tous les gouvernements, de droite et de gauche, plus que jamais l'esprit du CRADS doit être valorisé : en 1945, les Réunionnais, à La Reunion, ont choisi leur avenir. La loi de 1946 avait concrétisé ces vœux. « L'égalité réelle » préconisée par Hollande prend-elle la voie de la responsabilisation ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Solidaires : « rien à négocier dans ce projet de loi Travail, il doit être retiré »

L'Union syndicale Solidaires rejette le projet de loi Travail, toujours néfaste pour les salariés, les demandeurs d'emploi, les apprentis et les jeunes en formation.

Solidaires Réunion appelle l'ensemble des Réunionnais (salariés du privé et public, les demandeurs d'emploi, les retraités et ces jeunes en formation) à manifester le 31 mars à Saint Denis et Saint Pierre, à l'appel de l'intersyndicale SOLIDAIRES, CGTR, FO, FSU et UNEF, comme partout en France.

Pour l'Union Syndicale Solidaires, ce projet de loi est une attaque sans précédent contre les salariés. Il va accroître leur flexibilité et leur précarité. C'est la même logique qui est à l'œuvre avec PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations) dans la Fonction Publique.

Accepter ce projet de loi c'est :

- accepter la liquidation des 35 heures,
- accepter de travailler jusqu'à 12 heures par jour,
- accepter les licenciements collectifs ou individuels, soit disant pour embaucher plus facilement (au mieux, il conduira à remplacer un salarié par un autre moins bien rémunéré et plus flexible),
- accepter des heures supplémentaires payées au bout de trois ans, 10% de plus au lieu de 25% actuellement,
- accepter que les apprentis mineurs travaillent 10 heures par jour et 40 heures par semaine,
- accepter que des référendums imposés par le chantage, puissent défaire les droits collectifs.

Solidaires ne partage pas les analyses et les conclusions de ce gouvernement, qui motivent les régressions

Jean-Christophe Cambadélis, 1er secrétaire du PS, fait sauter les Réunionnais de joie !

Ce n'est pas un poisson d'avril. Tous les médias nationaux en parlent. Selon les derniers sondages, seuls 18 % des Français ont une opinion favorable de François Hollande. Une impopularité record !

Le Président s'enfoncé, s'enfoncé et atteint là, le plus bas niveau dans les enquêtes d'opinions depuis novembre 2014. Maigre consolation, il bénéficie d'avis assez positifs, dans les pays voisins.

Les Français sont donc extrêmement déçus, et mécontents. Mais en dépit de la dégringolade de François Hollande dans les sondages, à 14 mois des présidentielles, et le profond malaise qui secoue le PS, son 1er Secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, (celui qui a traité de « (...) », les députés frondeurs) persiste à

croire que François Hollande « est celui qui à gauche, est en situation pour gagner les présidentielles de 2017 » ! Ce n'est pas une blague.

Et pourquoi donc ? Tout simplement parce que selon lui « François Hollande est le Président sortant et qu'il sait faire le job. Et c'est un bon Président ».

Rien que ça ! Depuis cette déclaration, les Réunionnais sautent de joie.

Des alternatives existent, notamment autour de 3 points :

- Solidaires est favorable à des politiques d'emplois socialement et écologiquement utiles qui renforcent le lien social dans les territoires en difficulté, les emplois et les services publics. Solidaires prône le développement des filières qui favorisent la transition écologique et énergétique, et les dispositifs de transports collectifs de nature à créer des emplois durables.
- Solidaires est favorable à un statut du salarié qui pérennise la garantie de la continuité de ses droits (protection sociale, niveau de qualification, formation, ...) entre deux emplois.
- Solidaires est favorable à la réduction du temps de travail, moyen de rétablir un équilibre entre les gains de productivité (qui génèrent les destructions d'emplois), les temps de travail et la répartition des richesses produites (gains financiers des actionnaires qui ne cessent de croître).

Pour Solidaires, il n'y a rien à négocier dans ce projet de loi Travail, il doit être retiré.

*Pour Solidaires Réunion
Jocelyn Cavillot*

Délégué Adjoint de Solidaires-Réunion

*Paul
Saint-André*

Adaptation au changement climatique

Un Plan Climat pour la Commission de l'océan Indien

La COI a annoncé hier le lancement d'un plan d'action pour la mise en œuvre de sa stratégie régionale d'adaptation au changement climatique. Cette initiative s'inscrit notamment dans le cadre de deux priorités partagées par les Nations-Unies : la mise en œuvre de l'Accord de Paris adopté lors de la COP21, et les Objectifs du développement durable. Voici le communiqué diffusé hier sur ce sujet par la Commission de l'océan Indien.

Troisième région du monde la plus touchée par les phénomènes naturels intenses, l'Indianocéanie a vécu plus de 50 catastrophes naturelles ces vingt dernières années, causant un coût de plus de 17 milliards de dollars aux économies régionales. Les études menées par la Commission de l'océan Indien (COI), financées par l'Agence française de développement, sur les effets du changement climatique dans la région confirment les tendances alarmistes observées ces trente dernières années. Une réalité inquiétante pour les pays de la région et leurs objectifs de développement.

Identifier les vulnérabilités

Dans ce contexte et dans la continuité des efforts menés par ses Etats membres, la COI va se doter prochainement d'un plan d'action pour la mise en œuvre de sa stratégie régionale d'adaptation au changement climatique. Avec l'appui technique et le financement du programme Intra-ACP de l'Alliance Mondiale pour le Changement Climatique (financement de l'Union européenne), la COI disposera d'un outil opérationnel pour contribuer au niveau régional à la lutte contre les effets néfastes du changement climatique dans les territoires insulaires du sud-ouest de l'océan Indien. Identifier les vulnérabilités des États membres de la COI, les soutenir dans leur adaptation aux effets du changement climatique et dans la mise en œuvre de leur

contribution déterminée au niveau national (INDC), tels sont les principaux objectifs de ce plan d'action, que l'organisation régionale prévoit de développer dès 2016 avec l'appui de ses partenaires financiers.

La transposition de la stratégie régionale de la COI face au changement climatique en un plan opérationnel vient confirmer les actions entreprises dans ce domaine par l'organisation. Les questions et les enjeux soulevés par le changement climatique font en effet l'objet d'un plaidoyer engagé de la part de la COI dans les différentes instances internationales au nom des pays insulaires de l'océan Indien et des Petits États Insulaires en Développement (PEID). Lors de la 3e Conférence internationale des Nations unies sur les PEID organisée aux Samoa en 2014, la COI s'est ainsi faite la porte-parole des intérêts insulaires de l'océan Indien et d'Afrique. L'occasion également de focaliser l'attention sur les problèmes spécifiques rencontrés par les PEID en raison de leur vulnérabilité particulière : sensibilité accrue au changement climatique et aux catastrophes naturelles, grande fragilité de leur biodiversité, forte dépendance aux ressources naturelles et marines, problèmes d'accès à l'énergie...

COP21 et Objectifs de développement durable

A la 3e Conférence internationale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophes en mars 2015 à Sendai, la COI a présen-

té son Programme de réduction des risques de catastrophes climatiques et naturelles dans la région du sud-ouest de l'océan Indien. Ce programme avait d'ailleurs été qualifié de « pionnier » et « visionnaire » par les partenaires de la COI, dont le chef de l'unité Aide humanitaire et Protection civile de l'UE qui estimait qu'il représentait « un modèle » pouvant être reproduit ailleurs.

Plus récemment, la COP21 à Paris fin 2015 a été marquée par la signature d'une déclaration commune entre la COI et l'Union européenne, reconnaissant la nécessité d'un traitement différencié des espaces insulaires.

Enfin, la COI s'inscrit dans la perspective des nouveaux Objectifs de développement durable des Nations unies adoptés en septembre 2015, et notamment son Objectif 13 qui vise à la mise en place d'actions urgentes pour combattre le changement climatique et ses effets.

Oté

Si tout mouton i fé bé-é-é-é, nou lé pa blizé fé parèy !

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon divan l'éternité, éskiz amoin si mi rovir ankor in kou dsi lo sékirité alimantèr. Pars moin la konm konpri zot lé pa pou transform Madégaskar an far-far do ri pou tout bannzil l'oséan indien a komansé pou La Rényon. Poitan moin la bien antann madam dindar di k'èl lé pour. Moin la galman antandi dir sa sé in prozé k'i rant dann program la COI (komisyon l'oséan indien). Mèm La Frans lé pou sa é mi dout pa ké La Chine épi l'Inn lé dakor galman. Donk mi pans, si toulmoun lé d'akor afèr bann rouj pou z'ot par zot lé pa d'akor. Sirman ké zot lé abityé a an avoir tor é lé z'ot rézon. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, ankor in kou, out kozman i rosanm aou. Pou kosa mi di sa ? Pars lé pa forsé kan in bann mouton i fé bééé, ou lé oblizé fé parèy. La pa oblijé si toulmoun la tor, i fo ou la tor galman... In n'ot afèr i sort donn anou rézon : dann Vietnam na in réjyon i plant in kantité do-ri. Ziska troi rékolt dann l'ané... Ala pa ké sète ané gouvèrnman la domann bann plantèr pa plant do ri koméla, komans planté moi d'mé an rézonn lo réshofman klimatik la dérèg lo tan. Moin la fine parl dsi siklone Madégaskar : sa nana tou lé z'an vi la fason li lé disposé dan l'oséan é vi son grandèr é siklone-la, sa i fé déga zot i koné bien. Alor, mi pans ni doi pa suiv tou lé z'ot, ni doi an avoir nout prop politik dann la prodiksyon manzé. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin

« Travaye pou la valèr ! » - In kozman po la rout

Mi souvien, dann tan lontan, l'avé bann z'ouvriyé dsi la rout : in bon pé z'ouvriyé pou in pti bout shomin. Avèk in pti panyé pou transport makadam. Fason k'té i fé, té i oi zot téi fors pa. Lo tan la shanjé, mé lo kozman lé touzour parèy : i travay touzour pou la valèr ! Sof si konm dann tan l'avé in kolonm pou fé alé pli vit. Sof si nana in shèf d'ékip i fé aksèlèr lo mouvman. Sof si la krintiv lo shomaj l'aprè titiye lo travayèr... Boudikont toultan ké la pèy lé pti, lo travayèr va doz son l'éfor pou pa fé plis k'i fo. Sa lé normal, sa lé natirèl ! Mé koméla, lo patron i ansèrv mashine, pli-z'anpli sofistiqué. Pou kosa ? Pars konm i di, si vi goumant la prodiktivité d'lo travaye, ou i goumant osi la moné k'i tonm dann la posh bann kapitalis. L'èsploityasyon l'om par l'om sé touzour la baz nout l'ékonomi.